

## [Texte]

comparisons, why did you propose to go on with this particular change? Or was that simply imposed upon you—the decision had basically been made by the government and you were simply supposed to work out a way of getting into the system?

**Professor Gilson:** Before I come to the central question, let us be clear. Mr. Snavelly made no estimates, to my knowledge, on the lost or deferred sales. And I do not think you implied that, but I want to be sure of that.

Why did we use the Snavelly study? We say in the report that we did not start out de novo to do our own costing study. We used the Snavelly study because it had been the most widely debated and most recent. Having said that, let me say two things.

Number one: that was challenged and contested in our consultations, and we listened carefully, by several of the farm organizations who did independent work and put before us their own presentations. All right?

Number two: we did not, as you will note in the report, adopt totally Mr. Snavelly's results. And we stated why we did not. We made changes. Some of my recommendations clearly said that we did not accept certain costing techniques, and we said why we did not. And to a degree, we were conditioned by some of the other studies that were put before the consultation process.

**Mr. Althouse:** We are always at the limit of the 10 minutes so it is very hard to continue with a full line of questioning, but I would like to pick up something else that was said in previous answers. It had to do with the proposals dealing with the so-called Crow benefit and the fact that you had, I think, said that you had recognized—this is a more or less direct quote—recognized that there would be a transfer of income within the sector. You were talking at that point between grain and agriculture.

I was not clear whether the sector was the livestock sector, the grain sector or the agriculture sector in general. And if there was a recognition of transfer of income, from whom to whom and from what region, if any, to what region? What were the expectations by yourself?

**Professor Gilson:** All right. Who was affected? First of all, you know that the statutory rates apply to a certain list of grains. Right? If you make the payments to the producers on the whole acreage, for example, rather than just acreage devoted to statutory grains, to that extent there is the dilution. That \$651 million is spread over larger acreage, therefore, diluted.

## [Traduction]

si on a fait ce genre de comparaisons? Et à la lumière de ces comparaisons, pourquoi avez-vous proposé qu'on aille de l'avant et qu'on procède à un tel changement? Est-ce qu'on ne vous a pas plutôt imposé ce changement? Le gouvernement avait-il pris une décision en ce sens, ne vous laissant pas d'autre choix que de trouver un moyen de l'appliquer?

**M. Gilson:** Avant que je ne réponde à la question principale que vous soulevez, permettez-moi une mise au point. M. Snavelly ne présente pas, à ma connaissance, d'évaluation des ventes perdues ou différées. Je ne crois pas que vous supposiez cela, mais je voulais m'en assurer.

Pourquoi avons-nous utilisé l'étude Snavelly? Nous précisons dans le rapport que nous ne sommes pas partis à zéro lorsque nous avons décidé de procéder à notre propre étude des coûts. Nous nous sommes inspirés de l'étude Snavelly parce qu'elle était la plus récente étude du genre et la plus débattue de toutes. Ceci dit, permettez-moi deux précisions.

Premièrement: Notre décision a été remise en question et contestée au cours des consultations par plusieurs des organisations agricoles qui ont procédé à une étude indépendante de la question et qui nous ont fait valoir leur point de vue. Et nous les avons écoutés attentivement. Compris?

Deuxièmement: Nous n'avons pas, comme vous le constaterez à la lecture du rapport, endossé en totalité les résultats obtenus par Snavelly. Et nous précisons pourquoi dans notre rapport. Nous avons fait des changements. Dans mes recommandations, je demandais clairement entre autres que nous n'acceptions pas certaines techniques d'établissement des coûts. Et nous avons précisé pourquoi dans chaque cas. Jusqu'à un certain point, nous avons été influencé par d'autres études qui nous ont été présentées au cours du processus de consultation.

**M. Althouse:** Le dix minutes est toujours bien vite écoulé. Il est très difficile de vider les questions, mais j'aimerais reprendre certains points qui ont été mentionnés dans les réponses fournies. Je pense aux propositions concernant les fameux tarifs du Nid-de-Corbeau et le fait que vous avez, je crois, dit que vous aviez reconnu—je vous cite plus ou moins textuellement—qu'il y aurait un transfert de revenu à l'intérieur du secteur. Vous parliez alors des grains et de l'agriculture.

Je ne savais pas très bien si vous faisiez allusion au secteur de la production animale, à celui des grains ou à celui de l'agriculture en général. Je ne savais pas non plus s'il y avait reconnaissance du transfert de revenu, de qui à qui et de quelle région, s'il en est, à quelle région. Quelles étaient vos attentes?

**M. Gilson:** Bon. Qui a été touché? D'abord, vous savez que les tarifs statutaires s'appliquent à une certaine liste de grains. D'accord? Si vous versez les paiements au producteur en vous fondant sur le nombre total d'acres, par exemple, plutôt que sur la seule superficie consacrée à la culture de grains visés par la loi, les fonds sont donc «dilués». Les 651 millions de dollars sont répartis suivant un nombre d'acres plus grand et se retrouvent par conséquent «dilués».